

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 5 septembre 2017

Direction de l'instruction publique

18 2017.RRGR.65 Motion 023-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) Mettre l'accent sur la stimulation des enfants de quatre ans : pour une allocation des ressources optimale Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 023-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.01.2017
Déposée par:
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
(porte-parole)
Baumann-Berger (Münsingen, UDF)
Hebeisen-Christen (Münchenbuchsee, UDC)
Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 753/2017 du 5 juillet 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Mettre l'accent sur la stimulation des enfants de quatre ans : pour une allocation des ressources optimale

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. déployer en priorité les ressources financières prévues pour améliorer les conditions de prise en charge dans les écoles enfantines qui accueillent un grand nombre d'enfants de quatre ans ;
2. ne pas accélérer l'ouverture de nouvelles classes de Basisstufe en vertu de l'article 46a, alinéa 3 de la loi sur l'école obligatoire (LEO) ;
3. ne pas toucher à la disposition de l'article 46a, alinéa 3, importante pour notre canton rural.

Développement :

Les conditions de travail des enseignants et enseignantes d'école enfantine sont devenues plus difficiles depuis l'introduction des deux années obligatoires de l'école enfantine et des horaires blocs. Compte tenu de leur niveau de développement, les enfants âgés de quatre ans requièrent un encadrement important. Les enfants plus grands doivent être préparés en vue de leur entrée à l'école. On promet aux parents qu'avec les deux années obligatoires d'école enfantine, leurs enfants seront formés de façon optimale, et donc pas seulement gardés. Cette promesse est toutefois très difficile à honorer. Même les prescriptions concernant les « prestations d'insertion sociale » (OPIS) fixent un coefficient d'encadrement de 1:6 dans les garderies et de 1:10 dans les écoles de jour.

Au lieu de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les enseignants et enseignantes de l'école enfantine en introduisant des classes de Basisstufe et de faire porter aux plus grands la responsabilité de s'occuper des enfants plus jeunes, il serait plus judicieux d'approuver l'ouverture d'une Basisstufe comme une exception et de faire baisser le coefficient d'encadrement dans les classes enfantines accueillant un grand nombre d'enfants de quatre ans ou de permettre également un engagement de l'ordre de 150 pour cent.

Il ressort du rapport final portant sur les expériences pédagogiques recueillies au cycle élémentaire et à la Basisstufe qu'en dépit des ressources supplémentaires (postes à 150 pour cent) et d'un plus grand espace, les progrès d'apprentissage des enfants des classes pilotes de cycle élémentaire et

de Basisstufe ne sont pas nettement meilleurs à la fin de la deuxième année que ceux des enfants scolarisés dans des classes enfantines traditionnelles et de 1^{re} et 2^e années. Aux dires de la Direction de l'instruction publique, l'introduction de la Basisstufe dans l'intégralité des communes coûterait 40 millions de francs par an au canton. Compte tenu de ces coûts et de l'absence d'utilité de la chose, le Grand Conseil s'est prononcé, comme énoncé à l'article 46a, alinéa 3 de la loi sur l'école obligatoire, en faveur d'un contingentement permettant de garantir l'équilibre des finances. Une disposition importante pour notre canton rural a été établie dans l'article 46a, alinéa 3, que la présente motion ne doit pas affecter.

Il est urgent d'améliorer la situation du personnel enseignant des écoles enfantines induite par la scolarisation précoce des enfants à partir de quatre ans.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La révision en 2012 de la loi du 13 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO; RSB 432.210) a créé une base légale pour organiser de façon plus flexible la formation des enfants de quatre à huit ans. Le but est de leur permettre un passage aisé de l'école enfantine à la première année du degré primaire. Dans ce contexte, les communes ont le choix entre les formes d'organisation suivantes : école enfantine, Basisstufe, cycle élémentaire ou – dans des situations exceptionnelles – classe à degrés multiples (enfants de l'école enfantine mélangés à des enfants de première année de primaire). Le modèle de la Basisstufe, notamment, a pour objectif de permettre aux enfants de commencer à apprendre plus tôt tout en continuant à jouer plus longtemps.

Le Conseil-exécutif fournit les réponses suivantes aux demandes de la motionnaire :

Point 1 :

Le Conseil-exécutif, comme la motionnaire, estime que la formation précoce des enfants est importante. Les enseignants et enseignantes d'école enfantine souhaitent souvent disposer de ressources supplémentaires surtout lorsqu'ils ont à faire à une classe nombreuse et lorsque plusieurs enfants ont besoin d'une attention particulière ou d'une prise en charge supplémentaire de la part de l'enseignant ou de l'enseignante. Grâce aux bases légales actuelles, des leçons supplémentaires consacrées à l'enseignement par sections de classe (enseignement en tandem) ou l'engagement d'auxiliaires de classe peuvent être autorisés sur demande.

Le Conseil-exécutif est prêt à examiner si les ressources existantes peuvent être utilisées de façon encore plus optimale pour la scolarisation des enfants de quatre ans.

Il convient cependant de noter que toutes les Basisstufe proposées par les communes n'entraînent pas de leçons supplémentaires. Lorsque l'ouverture d'une classe de Basisstufe permet la fermeture de plusieurs petites classes, le nombre total de leçons est moindre.

Point 2 :

L'introduction d'une Basisstufe est le choix des communes. Le canton de Berne soutient les communes souhaitant ouvrir une Basisstufe mais ne prévoit pas d'introduction généralisée du modèle. Chaque année, la Direction de l'instruction publique autorise l'ouverture d'environ vingt classes de Basisstufe. Actuellement, le canton de Berne compte quelque 1000 classes d'école enfantine et environ 90 classes de Basisstufe¹.

Les communes profitent de la possibilité qui leur est donnée de choisir librement la forme d'organisation de leur cycle d'entrée en fonction de critères tels que la topographie, les spécificités locales et les besoins de la population, tout en gardant à l'esprit l'intérêt d'un avantage pédagogique.

Point 3 :

En vertu de l'article 46, alinéa 3 LEO, il est possible, à titre exceptionnel, de réunir les élèves de l'école enfantine et les élèves des premières années du degré primaire dans une même classe pour tout ou partie de l'enseignement si cela permet aux enfants d'être scolarisés à proximité de leur domicile. Le Conseil-exécutif ne veut pas limiter cette possibilité.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

¹ Etat : année scolaire 2016-2017
5798afd93f744906937a8f6592f58294

Chiffre 2: adoption et classement

Chiffre 3: adoption et classement

La présidente. Somit kommen wir zu Traktandum 18. Es handelt sich um Richtlinienmotion. Wir führen demnach eine reduzierte Debatte. Der Regierungsrat hat jede Ziffer einzeln angeschaut, das heisst, wir werden punktweise beschliessen. Zur Erinnerung: Alle haben eine Redezeit von zwei Minuten. Bitte halten Sie diese ein. Die Motionärin hat das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). In Punkt 1 verlangen wir, dass die Betreuungsverhältnisse im Kindergarten verbessert werden. Dieser Vorstoss ist kein Misstrauensvotum gegen die Arbeit der Kindergärtnerinnen, im Gegenteil: Ich kenne in meinem Umfeld sehr viele Kindergärtnerinnen, sie arbeiten sehr gut, aber sie leiden unter den neuen Bedingungen, weil sie neu auch Vierjährige betreuen müssen. Vierjährige brauchen sehr viel Betreuung. Es ist vor allem das Alter der Sprachförderung. Wir haben vorhin von der Leseförderung gesprochen. Die Sprachförderung geschieht etwa mit vier Jahren. Wer Vierjährige kennt, weiss: Sie fragen von morgens bis abends – warum macht man dies, was bedeutet das, was heisst jenes? Die Kindergärtnerinnen können diesem Bedürfnis nicht gerecht werden. Deswegen müssen wir etwas ändern. Es geht nicht an, dass wir bei den Tagesschulen ein Betreuungsverhältnis von 1 zu 10 haben, bei Kinderkrippen ein Verhältnis von 1 zu 6 obligatorisch ist und Kindergärtnerinnen die Kinder in so schwierigen Gruppen mit vielen Vierjährigen in einem Verhältnis von 1 zu 20 oder gar 1 zu 24 betreuen müssen. Wir haben Punkt 2 aufgenommen, weil wir uns sagten: Wenn wir nur das verlangen, wird es aus finanziellen Gründen nicht durchkommen. Bei Punkt 2 haben wir die Basisstufe angeschaut. In seiner Antwort sagt der Regierungsrat, dass er jedes Jahr 20 neue Basisstufen bewillige. Zurzeit kostet die Basisstufe den Kanton 14 Mio. Franken im Jahr. Wir finden, man sollte restriktiv mit den Basisstufen umgehen, weil sie sehr teuer sind. Bei den Basisstufenversuchen hat sich gezeigt, dass weder das Wohlbefinden der Kinder besser wird, noch das Sozialverhalten, noch die Fähigkeiten im Lesen und Rechnen nach der zweiten Klasse. Die Basisstufe hat also eigentlich keinen Nutzen. Hingegen haben wir noch Punkt 3 hinzugenommen. Dort geht es um Basisstufen auf dem Land. Es geht darum, dass man auf dem Land, wo die Kinder einen sehr weiten Weg in den Kindergarten haben, Basisstufen einführen kann. Oder man kann beispielsweise die Kindergartenkinder in einem von der Schliessung bedrohten Schulhaus unterrichten, damit dieses weiter existieren kann. Artikel 46 Absatz 3 des Volkshochschulgesetzes möchten wir nicht tangieren. Wir haben uns auf dem Land erkundigt: Es ist tatsächlich so, dass der Herr Erziehungsdirektor die Basisstufen dort sehr grosszügig bewilligt. Wir würden also Punkt 3 annehmen und abschreiben lassen – er wird schon umgesetzt. Die anderen beiden Punkte sind uns aber sehr wichtig. Wir bitten Sie, diese zu unterstützen.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). Die Motion will «Den Fokus auf die Förderung der Vierjährigen legen» und «Ressourcen optimal einsetzen.» Wir Grünen sind sehr stark der Meinung, dass die Eingangsstufe eine grosse Bedeutung hat. Es ist eine grosse Herausforderung, eine optimale frühe Förderung im Kindergarten hinzubekommen. Wir Grünen unterstützen den Antrag des Regierungsrats. Die Motionärin fordert, vorgesehene finanzielle Ressourcen für ein besseres Betreuungsverhältnis in Kindergärten mit vielen Vierjährigen einzusetzen. Mit den bestehenden rechtlichen Grundlagen kann man heute bereits zusätzliche Lektionen für abteilungsweisen Unterricht beantragen. Zudem kann man auch für das erste Quartal des Kindergartenjahres eine Klassenhilfe beantragen, das heisst: Während 30 Stunden bekommen die Kindergarten-Lehrpersonen Unterstützung.

Zur Basisstufe: Es gibt im Kanton Bern zirka 90 Basisstufenklassen und zirka 1000 Kindergartenklassen. Die Einführung der Basisstufe ist für Gemeinden freiwillig. Der Kanton Bern beabsichtigt keine flächendeckende Einführung der Basisstufe. Zudem wird die Basisstufe oft eingeführt, damit in Gemeinden mit rückläufiger Schülerzahl die Schule nicht geschlossen werden muss.

Zu Ziffer 3, Artikel 46 Absatz 3: Dieser Punkt ist bereits umgesetzt. Schon jetzt können Schülerinnen und Schüler des Kindergartens und des ersten Primarschuljahres ganz oder teilweise gemeinsam unterrichtet werden.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (PEV). Es ist wirklich unbestritten, dass seit der Ververschiebung des Stichtags für die Aufnahme von Kindern in den Kindergärten landauf, landab die Be-

treuungsprobleme zugenommen haben. Dies betrifft vor allem die ersten paar Monate eines Schuljahres. Die EVP-Fraktion anerkennt deshalb das Anliegen der Motionärin voll und ganz und unterstützt ihre Forderungen im ersten Punkt als Motion. Es ist eine Forderung, die erstens nicht neu ist und die zweitens dringend angegangen werden muss. Stellen Sie es sich doch vor: Es geht um die ersten Tage, die ein Kind in der Volksschule verbringt, die ersten Tage, in welchen der Boden und die Voraussetzungen gelegt werden für die gesamte Zeit in der Volksschule. Das ist wichtig, das sind prägende Momente, die eine besonders sorgfältige und umfassende Betreuung erfordern; es sind unsere Kleinsten. Bei Punkt 2 und 3 sind wir wie der Regierungsrat für Annahme und Abschreibung als Motion. Es gibt klare Regelungen und Vorgaben, wie und wo das Modell Basisstufe eingeführt werden kann. Wir sehen keine Notwendigkeit, noch mehr zu regulieren oder einzuschränken. Die vorhandenen Vorgaben reichen, und wir glauben, dass der Regierungsrat verantwortungsbewusst mit den Bewilligungen umgeht. Er weiss so gut wie die Motionärin, dass sich der Erfolg der Basisstufe in Grenzen hält und deshalb Zusagen ganz gezielt und begründet gemacht werden müssen. Die Fraktion der EVP nimmt also alle drei Punkte als Motion an, will aber wie der Regierungsrat die Punkte 2 und 3 abschreiben.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die Motionäre und Motionärinnen haben Recht. Sie haben Recht, weil sie die Jüngsten fördern wollen. Es ist wichtig, dass wir dort Ressourcen aufwenden, damit diese Kinder, wie wir in der vorangehenden Motion besprochen haben, lesen sowie sprechen und verstehen lernen. Für uns ist es wichtig, dass man die Laufbahn der jungen Menschen unterstützt und ihnen vor allem einen guten Start ermöglicht. Uns ist jedoch nicht ganz klar, was mit «Betreuungsverhältnis» gemeint ist. Vielleicht müsste Sabina Geissbühler dies noch ein wenig erläutern. Es ist uns auch klar, dass die Motionäre nur auf den Kindergarten abzielen und nicht auf die Basisstufe. Es ist wichtig, dass man auf allen Stufen fördert. Wir werden den Verdacht nicht ganz los, dass man hier zwar von den Jüngsten in der Basisstufe spricht, aber eigentlich die Basisstufe zurückdrängen will. Dabei würden wir gar nicht mithelfen. Für uns ist das Ganze in Form eines Postulats richtig, aber die Punkte 2 und 3 sind bereits erfüllt. Es gibt Kontingente, wir haben es gehört. Der Regierungsrat bewilligt diese auch, wenn ein Problem besteht. Zum ersten Punkt: Man soll sicher prüfen, ob man mehr machen und den Franken besser einsetzen kann. Aber die Punkte 2 und 3 können wir abschreiben, denn dies ist wirklich bereits gegeben.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Vorab verweise ich auf das Postulat Schmidhauser, welches im Juni dieses Jahres mit 94 Ja- gegen 51 Neinstimmen bei 1 Enthaltung klar angenommen wurde. In diesem Postulat wurde festgehalten, dass Kindergarten-Klassen im Grundsatz von einer einzigen Lehrkraft geführt werden sollen. Die zusätzliche Betreuung soll aus Kostengründen durch Klassenhilfen gewährleistet werden. Wir sind mit den Motionären einig, dass es mehr Betreuung braucht, wenn die Kinder bei Eintritt in den Kindergarten jünger sind. Aber wir sind der Meinung, dass die preisgünstigere Lösung zielführender ist: Es gibt eine verantwortliche Lehrkraft, die durch Klassenhilfen unterstützt wird. Deshalb lehnen wir Punkt 1 ab. Die Punkte 2 und 3 nehmen wir an und schreiben sie gleichzeitig ab, wie die Regierung dies tut. Ich bitte Sie, im Sinne des Entscheids, den wir im Juni getroffen haben, dies ebenfalls zu tun.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Wir wissen alle, dass Vierjährige noch kleine «Stünggle» sein können. Wir sind uns auch alle bewusst, was dies bedeutet, und wissen, dass diese Kinder eine spezielle Betreuung brauchen. Es ist ausgesprochen wichtig, dass wir genau hinschauen. Wie Sabina Geissbühler gesagt hat, ist dies das Alter, in dem die Freude und das Interesse am Lernen und vor allem auch an der Sprache geweckt werden. Es ist wichtig, dass wir uns entsprechend Zeit nehmen und Ressourcen investieren können. Die drei Punkte der Motion haben zum Ziel, dass sämtliche betroffenen Klassenstufen in den ersten vier Jahren optimale, stufengerechte Begleitung geniessen dürfen. Es ist ein grosses Anliegen, dass die Grösseren nicht zu wenig Betreuung bekommen, weil die Kleinen andere Bedürfnisse haben. Gerade auf dem Land ist es wichtig, dass die Gemeinden auswählen oder mitbestimmen können, welche Klassenformen für ihre Schulsituation am besten passen. Aus diesem Grund empfiehlt die EDU-Fraktion bei den Punkten 1 und 2 eine Unterstützung als Motion, und bei Punkt 3 können wir uns dem Abschreibungswunsch der Regierung anschliessen.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich kann es vorwegnehmen: Die SVP-Fraktion hat insgesamt Sympathien für diesen Vorstoss. Er kommt zugegebenermassen stark aus unseren Rei-

hen. Ein Wort an Kollege Grimm: Wenn man Basisstufe und Kindergarten vergleicht, sieht man schon einen Unterschied in der Betreuung: Das Betreuungsverhältnis in der Basisstufe ist deutlich höher, das heisst, es gibt pro Anzahl Kinder deutlich mehr Lehrkräfte als im Kindergarten. Bei uns zum Beispiel ist der Kindergarten im Moment sehr gross. Es ist jedoch nicht möglich, eine zusätzliche Klasse zu eröffnen. Es sind im Moment etwa 27 Kinder. Das ist ein ziemlicher «Hühnerhaufen». Es ist sehr schwierig, diese grosse Gruppe zu hüten, auch wenn man abteilungsweisen Unterricht anbieten oder in den Wald gehen kann. Es ist recht intensiv. In einer Basisstufe hat man systemisch bedingt mehr Ressourcen zur Verfügung. Ich komme aus einer Region, in der es fast nur noch Basisstufen gibt. Gerade im ländlichen Raum sind diese ein praktisches Instrument, um kleinere Schulen zu erhalten, und sie sind aus diesem Grund auch sinnvoll. Aber man muss sich schon überlegen, ob die flächendeckende Einführung in den Städten wirklich sinnvoll ist. Die Basisstufe ist ja auch teuer. In diesem Sinne ist die SVP-Fraktion bereit, den ersten Punkt als Postulat anzunehmen. Es wird auch bei einer Motion einige Ja-Stimmen geben. Beim zweiten Punkt sind wir für die Annahme, aber gegen die Abschreibung, aus der Überlegung heraus, dass die Einführung der Basisstufe ein wenig zielgerichteter vorstattengehen soll. Sie soll namentlich nicht in den Agglomerationen und nicht flächendeckend erfolgen. Beim dritten Punkt sind wir wie die Regierung für Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP-Fraktion ist hier wohl ein wenig die Spielverderberin. Sie lehnt nämlich den ganzen Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat mehrheitlich, und im Fall des Punkts 3 sogar einstimmig, ab. Wir tun dies nicht, weil wir materiell dagegen wären, liebe Sabina Geissbühler, sondern weil dieser Vorstoss einfach nicht nötig ist. Alles, was hier gefordert wird, ist bereits aufgegleist und wird nach Möglichkeit bereits gemacht. Ich wüsste beim besten Willen nicht, was man jetzt, angesichts der knappen finanziellen Möglichkeiten, noch priorisieren oder wo man, wie in den Punkten 2 und 3, immer und immer wieder nachhaken sollte. Ich war auch ein wenig erstaunt darüber, dass dieser Vorstoss von Ratsleuten unterzeichnet wurde, welche die Thematik bestens kennen, weil sie Mitglied der BiK sind. Dort hätten sie auch andere Möglichkeiten gehabt, sich einzubringen. Dass der Regierungsrat die Punkte 2 und 3 als Motion annehmen und zugleich abschreiben will, zeigt doch exemplarisch, dass diese Motion nicht nötig ist. Wir sind mehrheitlich davon überzeugt, dass die Ressourcen in der Bildung zurzeit gut eingesetzt werden.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich kann mich kurz fassen: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion geht mit der Motionärin, mit Ihnen allen und mit der Regierung einig, dass die frühe Förderung wichtig und auch herausfordernd ist. Diese Rückmeldungen erhalten wir ebenfalls von den entsprechenden Lehrpersonen, von Eltern etc. Deshalb unterstützen wir die Bestrebungen, um eine bessere Betreuung der kleinen Kinder zu ermöglichen. Wir unterstützen all diese Bestrebungen. Wir sind froh, dass der Regierungsrat die bestehenden Ressourcen noch besser auf den Kindergarten fokussieren will. Wir unterstützen dieses Anliegen deshalb in Form eines Postulats. Übrigens wollen wir auch an der Betreuung in den Tagesschulen nicht herumschrauben. Dort braucht es genau gleich viel Betreuung wie im Kindergarten. Bei Ziffer 2 und 3 unterstützen wir ebenfalls die Haltung der Regierung: Wir nehmen die Punkte an und schreiben sie ab, denn auch dort wollen wir nicht herumschrauben. Wir wollen auch nichts an der Basisstufe ändern, denn diese ist eine sinnvolle Sache. Sie soll den Gemeinden weiterhin möglich gemacht werden, wo es sinnvoll ist.

La présidente. Wir haben alle Fraktionen angehört. Das Wort hat nun Herr Regierungspräsident Pulver.

Bernhard Pulver, président du Conseil-exécutif. Sie haben anlässlich der Volksschulgesetzrevision 2012 zwei Möglichkeiten beschlossen, zwischen denen die Gemeinden wählen können, wenn sie nicht einen klassischen Kindergarten führen wollen: Entweder führen sie eine Basisstufe, in welcher der Kindergarten mit dem ersten und zweiten Schuljahr zusammengelegt wird, oder einen Kindergarten in Verbindung mit dem ersten Schuljahr. Beide Möglichkeiten bestehen und müssen von der Gemeinde gewünscht werden. Es ist somit weder für das eine noch für das andere Modell eine flächendeckende Einführung geplant. Diese erfolgt vielmehr auf Wunsch der Gemeinde. Es können wichtige pädagogische Gründe für die Basisstufe sprechen. Solche Überlegungen standen am Ursprung der Basisstufe. Aber in der Realität stehen heute oft schulorganisatorische Überlegungen im Vordergrund. Zuerst haben wir vermutet, dass eine Basisstufe immer teurer ist als ein Kindergarten. Doch dies ist nicht der Fall. Gerade bei den Landgemeinden ist es oft sogar umgekehrt: Wenn wir je

eine kleine Klasse für den Kindergarten und für die erste und zweite Klasse führen und daraus eine einzige Basisstufen-Klasse schaffen, ist es am Ende preisgünstiger, auch wenn wir der Basisstufe 150 Stellenprozente geben, und nicht nur 100 Prozent. Deshalb brauchen wir weniger Geld, als wir anlässlich des Vortrags vermuteten. Damals haben wir angenommen, wir bräuchten im aktuellen Jahr etwa 20 Mio. Franken für die Basisstufe. In der Realität brauchen wir nur 14 Mio. Franken. Dabei sind die Kosten noch nicht einmal bereinigt. Es ist gut möglich, dass darin noch Ausgaben enthalten sind, die wir für Kindergartenklassen hätten tätigen müssen, wenn es keine Basisstufe gäbe. Es ist gut zu wissen, dass die Basisstufe auch aus schulorganisatorischer Sicht sehr sinnvoll sein kann. Wir hatten im Jahr 2015 73 Basisstufen-Klassen. Im Jahr 2016 waren es 92 Klassen und im Jahr 2017 96. Die Zahlen nehmen somit nicht einfach linear zu, es fand auch eine gewisse Sättigung statt. Auf der Liste der Gemeinden, die Basisstufen führen, finden Sie etwa Fahrni, Eriz, Finslerhennen, Frutigen, Gurzelen, Heiligenschwendi, Homberg, La Neuveville, Bern oder Münsingen. Es handelt sich um sehr verschiedene ländliche und städtische Gemeinden. Es ist somit nicht so, dass wir die Strategie verfolgen, in der Agglomeration flächendeckend Basisstufenklassen einzuführen. Vielmehr sind diese auch auf dem Land sehr zahlreich. Es wäre aber nicht sinnvoll, den einen die Einführung zu erlauben und den anderen nicht, und beispielsweise zu sagen, man dürfe in Agglomerationsgemeinden keine Basisstufen einführen, sondern nur dort, wo es aus schulorganisatorischen Überlegungen Vorteile bringe. Es gibt keinen Grund, sich Sorgen zu machen, dass die Anzahl Basisstufenklassen explosionsartig zunehmen könnte. Vielmehr geht es schön langsam vorwärts, und die Zunahme ist auch überhaupt nicht enorm. Deshalb wollen wir Punkt 2 als Motion annehmen und abschreiben. Es ist uns wichtig, abzuschreiben, denn es gibt keinen Grund, die Schrauben zusätzlich zuzudrehen. Bei Punkt 3 sind wir uns ja einig: Wir wollen die Motion annehmen und abschreiben. Zu Punkt 1: Wir tun bereits etwas für die Entlastung der Kindergarten-Lehrpersonen. Wir haben SOS-Lektionen eingesetzt, wir erlauben abteilungsweisen Unterricht und wir schaffen neu Klassen-Assistenten. Weiter prüfen wir die Öffnung der besonderen Massnahmenverordnung für Teamteaching. Ich bin gerade dabei, diese zu prüfen. Das habe ich Ihnen schon einmal gesagt. Wir sind somit, was Ziffer 1 betrifft, bereits dabei zu prüfen, was wir tun können. Wir empfehlen Ihnen, Ziffer 1 als Postulat zu überweisen.

La présidente. Die Motionärin hat nochmals das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Liebe Mitglieder des Grossen Rats, die von mir aus gesehen rechts sitzen (*L'oratrice s'adresse aux rangs de la gauche.*) Es erstaunt mich schon: Sie sagen alle, Sie hätten erkannt, dass es mit den vierjährigen Kindergarten-Kindern Schwierigkeiten gäbe, und dass man ihnen helfen müsse. Auch die BDP hat das gesagt. Aber gleichzeitig wollen Sie nur einen Prüfungsauftrag erteilen. Ich verstehe die Welt nicht mehr! Ich finde es unglaublich, dass sich die Kindergärtnerinnen jetzt schon seit drei oder vier Jahren derart abstrampeln müssen. Sie wehren sich, sie schreiben uns und rufen uns an, sie bitten uns um Hilfe. Und Sie wollen nur einem Prüfungsauftrag zustimmen. Das erstaunt mich sehr. Noch eine Anmerkung an die Adresse der BDP: Wir haben im vergangenen Juni bereits über den Punkt 2 gesprochen. Ich habe das Abstimmungsverhalten von damals angeschaut. Es ging um die Basisstufe, und es war ein Vorstoss der FDP. Sie haben diesem Punkt einstimmig zugestimmt. Jetzt wollen Sie ihn ablehnen. Manchmal habe ich schon den Eindruck, wir seien hier eine seltsame Truppe. Ich möchte Sie bitten, den Punkt 1 als Motion anzunehmen, und den Punkt 2 auch, dabei haben Sie von der BDP ja schon einmal mitgeholfen. Den Punkt 3 sollten Sie annehmen und abschreiben.

La présidente. Sie haben nichts ins Postulat gewandelt?

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Nein, ich wandle nicht.

La présidente. Es bleibt somit in allen Punkten bei der Motion. Bei Punkt 3 würden wir im Falle einer Annahme auch über die Abschreibung abstimmen, weil die Regierung dies so vorgegeben hat. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Richtlinienmotion. Wir stimmen ziffernweise ab. Wer Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	63
Non	78
Abstentions	3

La présidente. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 der Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	87
Non	57
Abstentions	1

La présidente. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Wir kommen zur Abschreibung von Ziffer 2. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui	91
Non	52
Abstentions	2

La présidente. Sie haben Ziffer 2 abgeschrieben. Wer Ziffer 3 Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	95
Non	50
Abstentions	0

La présidente. Sie haben Ziffer 3 angenommen. Nun stimmen wir auch hier über die Abschreibung ab. Wer Ziffer 3 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui	125
Non	19
Abstentions	1

La présidente. Sie haben der Abschreibung zugestimmt.

